Zeitschrift: Traverse : Zeitschrift für Geschichte = Revue d'histoire

Herausgeber: [s.n.]

Band: 3 (1996)

Heft: 1

Buchbesprechung: Ripensare la solidarietà : mutamenti economici, crisi della sicurezza sociale e modellli di riforma [Martino Rossi, Elena Sartoris]

Autor: Russi, Umberto

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Siehe Rechtliche Hinweise.

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. Voir Informations légales.

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. See Legal notice.

Download PDF: 26.04.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

MARTINO ROSSI, ELENA SARTORIS
RIPENSARE LA SOLIDARIETÀ
MUTAMENTI ECONOMICI, CRISI DELLA SICUREZZA SOCIALE E MODELLI DI RIFORMA

IRE, ARMANDO DADÒ, BELLINZONA-LOCARNO 1995, 318 P., FS 30.–

Martino Rossi et Elena Sartoris, chercheurs à l'Institut de Recherches Économiques de Bellinzone, procèdent, dans cet ouvrage, à une analyse très détaillée du système de sécurité sociale en Suisse. Leur recherche se fonde sur un constat: «l'existence de la pauvreté représente un révélateur des insuffisances, des lacunes et des contradictions de la sécurité sociale» (p. 20). Après la discussion du concept même de «pauvreté» (ch. I), les auteurs retracent l'évolution économique des pays occidentaux, de l'après-Guerre à la fin des années '60. A la sortie des «Trente glorieuses», le modèle «fordiste» de développement – production et consommation «de masse» – entre en crise, à cause de la saturation des marchés. Les premières vagues de restructurations industrielles, qui se poursuivent tout au long des années '80, expulsent des milliers de salariéEs hors du marché du travail. Avec la crise actuelle, le *Welfare State* n'est souvent plus reconnu comme un moteur pour l'économie, mais comme un poids (ch. II). La croissance économique se fait sans nouvelles embauches, et le problème du chômage persistant devient central dans l'étude de la sécurité sociale. Si on y ajoute une espérance de vie en hausse et l'explosion des coûts de la santé, on retrouve les éléments centraux qui déterminent le «coût» grandissant de la sécurité sociale. Malgré cela, Rossi et Sartoris montrent que le produit intérieur brut augmentera considérablement au cours des prochaines décennies, et que la Suisse n'est pas le pays qui consacre le plus de moyens à la dépense publique. De ce fait, le problème, dans le futur, sera de savoir comment répartir plus équitablement une richesse accrue (ch. III). En tout cas, le maintien d'un filet de protection sociale développé ne doit pas être remis en cause, car il se fonde sur des principes éthiques, de «justice sociale» (ch. IV).

Reste le fait qu'en Suisse, il n'existe aucun barème unanimement reconnu de «minimum vital». Seules les prestations complémentaires à l'AVS/AI présentent des «seuils» socialement acceptés et appliqués dans tous les Cantons. Ces seuils sont fixés à 2680 fr. bruts par mois pour une personne seule et à 5360 fr. pour une famille de quatre personnes. Les salaires versés dans quelques branches de l'économie suisse sont souvent nettement inférieurs à ceux-ci, ce qui explique la grande proportion, dans la population «pauvre», de salariéEs travaillant à plein temps (ch. V).

Fondé sur le modèle «bismarckien», le système de sécurité sociale suisse s'est formé progressivement, sans véritable vision d'ensemble. A l'heure actuelle, le fédéralisme empêche toute uniformisation dans l'octroi de prestations. A chaque «risque», la sécurité sociale répond par une mesure particulière, comme le veut la conception «analytique» de la sécurité sociale (ch. VI).

Au-delà de l'énorme complexité du système, celui-ci se révèle incapable de garantir un «minimum vital» à chaque citoyenNE. En effet, l'accès aux prestations complémentaires à l'AVS/AI, dont Rossi et Sartoris retiennent le principe, s'avère quelque peu limité du fait du nombre considérable de personnes qui ne font pas valoir leur droit, à cause de la désinformation ou par peur de la stigmatisation sociale. Par ailleurs, l'Assistance sociale, remboursable,

soumet les sujets à un contrôle social inacceptable (ch. VII).

La réforme de la sécurité sociale devrait donc se faire sur le principe de l'universalité du droit, en coordonnant les divers niveaux d'intervention et de financement et en introduisant la non-remboursabilité des prestations. Des mesures d'accompagnement en vue de l'insertion ou de la réinsertion dans le marché du travail devraient être envisagées, car le «travail» demeure – d'après les auteurs – «le principal moyen d'intégration sociale» (p. 197) (ch. VIII). Au niveau du canton du Tessin, les contenus de la réforme proposée par Rossi et Sartoris sont présentés en détail (ch. IX). Au niveau fédéral, par contre, les principes de cette «révolution copernicienne» sont avancés comme des éléments de réflexion, «et non pas comme un projet opérationnel, ce qui exigerait des approfondissements techniques, juridiques et économiques.» (p. 242) La base du nouveau système consisterait en un «minimum vital» s'inspirant des modèles «universalistes anglo-scandinaves».

Très exhaustif et rigoureux, l'ouvrage est un instrument de travail indispensable pour l'étude des politiques sociales. Il fait la synthèse des principales recherches effectuées dans ce domaine à l'heure actuelle, en Suisse et ailleurs. Pourtant, ces modèles de réforme devront se confronter aux rapports de force politiques. En effet, si le principe d'«universalité» nous semble fondé, on peut toutefois se demander s'il réussira à s'imposer face aux promoteurs du «moins d'État social».

Umberto Russi (Lausanne)